



Cette édition du mois d'avril poursuit son tour des différentes régions où le CIAS œuvre. Cette fois-ci, elle porte sur l'Asie du Sud, foyer de millions de personnes et région complexe, fière de son histoire, riche au niveau culturel et qui présente des défis formidables en matière de développement.

L'article du mois, rédigé par le Professeur P.K. Shajahan, Président de la région Asie du Sud du CIAS, traite des enjeux du développement des jeunes à travers la thématique des Objectifs de développement durable.

Le Rédacteur

ZOOM

Faire la promotion d'un développement positif pour les jeunes

2

Sécuriser un revenu minimal

11

Faire la promotion d'un développement positif pour les jeunes afin de réaliser les Objectifs de développement durable: la question vue d'Asie du Sud

P. K. Shajahan

Introduction

Les jeunes et les adolescents constituent un atout pour toutes les sociétés et sont des facteurs dynamiques de changements au sein des communautés locales. Même si le développement économique de ces dernières décennies a conduit à une baisse de la fertilité dans la région, les groupes les plus jeunes de la population restent très conséquents en Asie du Sud et ne peuvent être ignorés dans une période où des programmes de développement sont conçus et conceptualisés. Exploiter l'énergie et les compétences des jeunes est l'un des moyens les plus efficaces pour atteindre des résultats significatifs en matière de développement au sein de la société. Une jeunesse informée, éduquée et responsable est une condition indispensable à la réussite du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les jeunes sont les dirigeants de demain et des acteurs essentiels qui permettront de relever les défis du développement mondial actuel. Leur mobilisation et leur intégration, ainsi que leur rôle majeur dans les processus de prises de décisions, à tous les niveaux de la société, sont importants pour la cohésion sociale et le progrès socio-économique.

Considérer les jeunes en tant que facteurs de changements positifs marque une nette



Président régional – Asie du Sud, Conseil International d'Action Sociale et Professeur et Président du Centre pour l'organisation communautaire et la pratique du développement, Tata Institut en sciences sociales, Bombai, Inde: pkshajahan@icsw.org

rupture avec les stéréotypes blessants présentant les jeunes comme une menace pour la société, ou exclusivement comme des victimes de la marginalisation. À cet égard, le développement des jeunes est un élément essentiel à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Le développement des jeunes peut être décrit comme un processus préparant les jeunes à mener une vie adulte saine et productive. Destinés à renforcer le processus de leur engagement social, les programmes de développement pour les jeunes sont généralement conçus pour agir à deux niveaux : ils renforcent les opportunités de leur développement personnel en même temps que leur intégration sociale. Les engagements sociaux qui se préoccupent de leur croissance et de leur épanouissement, ainsi que les activités productives, jouent un rôle important dans les processus de développement de la jeunesse.

Dans le cadre des engagements sociaux, les

spécialistes mentionnent deux types d'aspects : le premier est le fait que les jeunes sont soumis aux relations plus larges de la division sociale et du contrôle social au sein desquels ils évoluentⁱ, et le second est la capacité des jeunes à faire face aux problèmes liés aux inégalités socialesⁱⁱ. Etant donné que la jeunesse forme une sous-couche assez représentative de la société, les divisions sociales au sein de la société ont elles aussi des conséquences directes sur la jeunesse. Ainsi, en considérant la jeunesse comme une force positive substantielle pour des transformations sociales et politiques, on court aussi le risque de renforcer les divisions et tensions sociales, à moins d'une volonté d'analyse et d'engagement qui prennent en compte cette réalité dans les approches de développement de la jeunesse. De plus, comme indiqué plus haut, les approches actuelles de développement de la jeunesse qui tentent soit de mobiliser les jeunes dans des engagements positifs (de sorte à ne pas tomber dans la spirale néfaste du crime, de la délinquance, de l'addiction, etc.) , soit de tirer parti de la plus-value de ces jeunes en mettant en place des formations professionnelles et en leur donnant les moyens d'être autonomes, n'auront qu'un impact politique limité pour traiter les inégalités existants dans la société ; or cette perception constitue une menace importante envers les progrès sociaux de la société dans son ensemble.

Par conséquent, les modèles actuels de développement de la jeunesse connaissent des limites en raison de leur incapacité à examiner la complexité des forces sociales, économiques et politiques qui s'exercent sur les vies des jeunes (des villes)ⁱⁱⁱ, ainsi que la contribution significative pour les transformations sociales, politiques et économiques telles qu'envisagées dans les Objectifs de développement durable. Une étude régionale faisant un bilan poussé des atouts et intitulée « Innovations en matière de participation civique », conduite dans quatre pays d'Asie du Sud, à savoir, le

Bangladesh, l'Inde, le Népal et le Pakistan, révèle trois transitions qui se produisent quasi simultanément : une transition démographique, une économique et une politique, chacune d'elles créant l'opportunité idéale pour exploiter l'énergie des jeunes dans le but de récolter un dividende démographique et de faire avancer le développement social économique et humain à une échelle massive (cf. Encadré 1). Tous ces éléments signalent la nécessité d'adopter une approche innovatrice où l'on donnera aux jeunes les moyens de négocier, contester et remettre en question le processus institutionnalisé des divisions et des inégalités sociales et ce faisant, d'accélérer la transition sociale, économique et politique nécessaire pour stimuler une croissance équitable.

Cet article tente d'explorer l'étendue et les défis d'un modèle pratique déterminant qui adopte une approche de développement positif de la jeunesse (DPJ), susceptible d'apporter un cadre qui impliquera les jeunes dans la réalisation des Objectifs de développement durable, ainsi que cela a pu être constaté dans certains contextes et expériences en Asie du Sud.

Encadré 1 : Innovations en matière de participation civique (ICP)- Bilan des atouts en matière d'engagement civique chez les jeunes en Asie du Sud

Etant donné la confluence unique des facteurs en Asie du Sud et l'importance de l'implication des jeunes dans le développement social, économique et politique de la région, les ICP ont lancé un programme régional pluriannuel afin d'étudier et de soutenir l'engagement civique des jeunes au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Pakistan. La première ICP était une initiative régionale en Asie du Sud dont l'aboutissement a été un rapport complet présentant un « bilan géographique des atouts ». Le travail d'indexage est un processus d'investigation qui apporte une

vision d'ensemble des conditions existantes, tout en mettant en avant les forces et les faiblesses. Ce travail d'indexage était destiné à donner une idée des programmes d'engagement civique des jeunes et des initiatives en cours, de l'environnement politique et législatif dans lequel ils sont à l'oeuvre, comment ils sont mis en oeuvre et quels impacts ils peuvent avoir, l'objectif final étant de faire des recommandations concernant les aspects à renforcer pour ce qui est des possibilités d'engagement civique des jeunes. Le but de l'initiative régionale des ICP est de multiplier les possibilités d'engagement civique des jeunes et d'améliorer leur qualité en rendant attentif à l'impact que l'engagement civique peut avoir sur le développement positif des jeunes, en augmentant les investissements dans ces programmes et en favorisant une communauté de terrain qui puisse travailler à la mise en oeuvre de ces programmes. Les quatre pays sélectionnés pour l'étude d'indexage des atouts en Asie du Sud illustrent de manière limpide les dividendes démographiques, économiques et politiques émanant de la jeunesse dans la région. Cependant, afin de récolter les bénéfices de ce dividende, la génération actuelle de jeunes doit se munir de compétences et de capacités- le capital humain et social- pour que les jeunes de demain soient des citoyens responsables et actifs et des employés productifs. L'engagement civique des jeunes représente une occasion unique d'aider les jeunes à acquérir le capital humain et social qui leur est indispensable pour passer à la vie adulte et faire progresser leurs sociétés.

A l'appui de ces recherches et des atouts identifiés dans le cas des quatre pays, les ICP ont établi les recommandations globales suivantes pour faire prendre de l'ampleur à l'engagement civique des jeunes en Asie du Sud.

1. L'engagement et les innovations à l'échelle régionale dans la promotion du volontariat
2. Bilan et mise en oeuvre des politiques

nationales pour la jeunesse et autres possibilités d'engagement civique des jeunes

3. Investir dans le développement de mesures politiques et de cadres faisant la promotion de l'engagement civique des jeunes et assurant une bonne gouvernance qui permettra une mise en oeuvre effective
4. Développer la disponibilité des informations et l'accessibilité des ressources pour les jeunes
5. Encourager des possibilités supplémentaires d'engagement civique des jeunes

Source : le développement des jeunes grâce à l'engagement civique : Bilan des atouts en Asie du Sud (2010) : rapport de recherches sur les innovations en matière de participation civique

Aujourd'hui, 60 % de l'ensemble des jeunes vit en Asie, 15 % en Afrique, 10 % en Amérique latine et aux Caraïbes, et 15 % dans les pays développés. D'ici 2020, on estime que 87 % des jeunes vivront dans les pays en développement^{iv}. Les jeunes d'Asie du Sud représentent approximativement 30 % de l'ensemble des jeunes des pays en développement : cela crée de nouvelles opportunités et des défis considérables^v. L'Inde à elle seule rassemble 200 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans. Il s'agit du plus grand nombre jamais recensé de jeunes à faire leur passage à la vie adulte, tant pour l'Asie du Sud que pour le reste du monde. Cette région à la démographie jeune et à l'économie vibrante, encore en plein développement^{vi}, est sans doute la seule au monde à avoir autant misé sur la jeunesse en ce qui concerne le domaine du développement. Pour résumer, la convergence des tendances démographiques, économiques et politiques de la région justifieraient que les gouvernements, les organisations internationales, les agences d'aide et les ONG cherchant à soutenir le développement à travers toute l'Asie du Sud^{vii}

optent pour l'investissement dans le développement des jeunes – et pour l'engagement civique des jeunes en particulier.

Le Développement positif des jeunes (DPJ)

Le développement positif des jeunes consiste à fusionner la dimension de plus-value de chaque individu et les dimensions collectives de la vie en communauté des jeunes, ainsi que les notions de justice sociale et de résultats collectifs. Dans le domaine du développement des jeunes, la dimension de plus-value consiste à envisager la jeunesse comme ayant des opportunités et des compétences accrues et possédant une haute résistance aux chocs et aux vulnérabilités. Ceci est possible lorsque les jeunes ont accès à une éducation de haute qualité et développent leur capacité d'insertion professionnelle, en plus de compétences personnelles et de l'opportunité de mener une vie libre de toutes formes d'exclusion, où valeur et dignité ont leur place. Investir dans l'éducation de haut niveau et l'éducation professionnelle, et dans des mesures conçues pour développer la capacité d'insertion professionnelle des jeunes sont quelques-unes des stratégies permettant d'atteindre ces objectifs. Cependant, l'aliénation sociale et l'emprisonnement de personnes de nationalités ou d'identités particulières posent de sérieuses menaces à ce projet. La dimension collective du développement des jeunes comporte deux aspects spécifiques essentiels : (i) l'idée que plusieurs des enjeux auxquels les jeunes sont confrontés ne sont pas d'ordre individuel mais bien d'ordre collectif, la jeunesse étant perçue comme une communauté, aussi hétérogène soit-elle ; (ii) l'engagement des jeunes est une action collective œuvrant aux transformations socio-économiques et politiques, et non une action destinée à répondre aux besoins des jeunes en tant que tels. Même si l'on prend l'exemple de la participation au travail et de l'exclusion du marché du travail,

l'individualisation de la question aboutirait à une quête de mesures développant la capacité d'insertion professionnelle ; les formations professionnelles seraient ainsi la solution de facilité. Or, les dimensions de l'exclusion du marché du travail sont bien plus vastes, comme par exemple l'impact des politiques économiques en vigueur à plus grande échelle, ainsi que l'exclusion sociale sur critère identitaire, ces deux dimensions étant des forces collectives opérant sur la jeunesse en tant que catégorie sociale et économique, et non des déficiences de la part des individus qui les prédisposent moins à la compétitivité acharnée existant sur le marché du travail. Dans ce contexte, les tendances des acteurs du développement des jeunes à se concentrer uniquement sur le comportement individuel laissent la dimension collective du processus de développement^{viii} de côté.



Dans le cadre des discussions sur le développement des jeunes chez les Afro-américains, Ginwright (2006)^{ix} suggère que le développement des jeunes soit considéré comme une réaction à la marginalisation sociale et raciale. Cette conception du développement des jeunes présente un fort potentiel transformateur car elle met en avant le fait que la jeunesse ne constitue pas un segment social accumulant les problèmes qui doivent être résolus pour leur bien, et elle est également d'une importance capitale pour changer leur situation en tant que telle et

ainsi, contribuer au développement social et économique. C'est à travers les dimensions collectives de la vie en communauté que les notions de justice sociale et d'action sociale au nom du bien commun apparaissent. Cette lecture du processus du développement des jeunes reconnaît les contraintes structurelles des communautés et perçoit les jeunes comme participant activement à l'épanouissement des voisinages par le biais de réseaux sociaux forts.

Encadré 2 : Les jeunes en action pour promouvoir une citoyenneté active dans une communauté divisée

Fondée en 1997, la Société pour la sensibilisation, l'harmonie et l'égalité des droits (SAHER- Society for Awareness, Harmony and Equal Rights) s'est montrée très soucieuse des communautés, en travaillant avec les adolescents et les jeunes afin de créer des compétences fondamentales, de créer une prise de conscience à la différence des réalités et d'encourager les facteurs incitant à découvrir le citoyen actif qui demeure en chacun de nous, l'objectif principal étant d'initier des changements conséquents dans le monde environnant. La préoccupation majeure de SAHER est l'absence de paix sociale et la polarisation croissante qui s'installe entre les différentes communautés religieuses. Ceci émane de l'environnement sociopolitique dans lequel les jeunes grandissent. La mission du SAHER a commencé dans une implantation urbaine de Jogeshwari à Bombai, où l'une des conséquences les plus graves des violences communales de 1992-93 a été de faire naître un sentiment d'insécurité au sein de la population minoritaire. Ceci entraîna une migration des populations ; la population minoritaire (celle des communautés hindoues et des communautés musulmanes) a quitté les endroits où elle se sentait menacée. Ces populations se sont installées dans des espaces marginalisées, où chaque membre de la communauté avait le sentiment

d'appartenir à la population majoritaire et se sentait en sécurité, puisqu'à proximité immédiate de ses coreligionnaires. Après les violences communautaires, les modèles d'implantations, même s'ils étaient de toute façon délimités au-delà des lignes communautaires, se sont exclusivement orientés vers le modèle du ghetto. Ce changement a eu des conséquences majeures sur le mode de vie et les relations sociales et économiques des deux communautés. Les membres du SAHER ont réalisé que, lorsqu'une personne grandit, ses idées sur la vie et ses perspectives subissent un processus graduel d'internalisation. Cela est assimilé à tel point dans la conscience de la personne qu'il devient presque impossible de supprimer ce bagage d'expériences et cette construction de la pensée. Mettre sans cesse les adolescents et les jeunes en contact avec des différences de réalités et des situations en contextes bien précis peut entraîner leur esprit à reconnaître plus facilement les différences et à les respecter.

Par un engagement positif des jeunes, le SAHER tente de traiter les causes profondes de la haine communautaire en forgeant des espaces capables de rassembler les jeunes de différentes communautés. Il a pour but de créer des possibilités d'enseignement au cœur de la diversité, l'idée étant que les jeunes interagissent pour franchir les barrières qui les empêchent d'exprimer ou de partager leurs sentiments et leurs pensées. Le sport, l'engagement civique collectif, l'organisation de festivals sont perçus comme parties intégrantes de la démarche globale adoptée. Le SAHER travaille à la paix entre les communautés, ce qui permet aux jeunes de devenir des acteurs de changements par le biais de programmes de formation d'animateurs de jeunesse et de développement des capacités d'insertion professionnelle. Ces jeunes initient des changements significatifs dans la société, et donc influencent la transition du conflit social à une productivité économique et à un leadership pour l'action sociale. La vision du

SAHER consiste à créer un monde où les différences ont leur place, sont acceptées et appréciées pour ce qu'elles apportent. La mission du SAHER se fonde sur la croyance que les jeunes sont naturellement porteurs d'innovations et que, avec l'inspiration et le soutien adaptés, ils peuvent avoir des impacts positifs sur la société. Il convient de mener des actions pour permettre aux jeunes de penser de manière critique et de mettre en question leurs actions afin d'encourager le respect pour la diversité, et de créer des influences positives pour eux-mêmes et pour la société.

Une conception aussi large du développement positif des jeunes nécessite de particulièrement « s'aligner sur le contexte propre aux jeunes ». Ceci signifie surtout que les questions relatives aux jeunes doivent être intégrées aux contextes social, économique et politique, et non qu'il faille reproduire les pratiques les plus efficaces ayant fonctionné dans des contextes différents. Les formulations du développement positif des jeunes reconnaissent la capacité des jeunes à changer de communauté tout en développant simultanément des compétences fondamentales déterminantes. Le débat qui porte sur la question des jeunes comme acteurs communautaires est une autre étape pour comprendre la réaction de ces derniers face à des questions urgentes d'ordre communautaire^x. Il convient de souligner que ceci ne se limite pas à l'action collective des jeunes mais leur donne aussi la tâche d'étudier leur propre marginalisation, ainsi que les préoccupations plus larges en matière de développement social. Le cas des « Barefoot Researchers » de PUKAR¹ est un exemple parlant pour illustrer la dimension pratique du développement des jeunes, à savoir par une méthode recherches/action. C'est dans ce contexte que la contribution du développement positif des jeunes aux ODD fait l'objet de discussions.



Encadré 3 : les « Barefoot Researchers » de PUKAR

L'initiative de recherches communautaires PUKAR a pour but de démocratiser la recherche en intégrant des jeunes citoyens à des projets de recherches sociales sur des enjeux relatifs à l'urbanisation et à la mondialisation. L'ambition de PUKAR est de créer un incubateur de classe mondiale afin de produire à travers le prisme de la jeunesse des connaissances, idées et innovations concernant les villes mondiales inclusives et durables. Il repose sur la ferme conviction de la valeur du « droit à la recherche », en particulier pour les jeunes citoyens marginalisés, pour qui, leur origine scolaire ou sociale ne représentent pas une entrave à la conduite de recherches de qualité sur des problèmes auxquels ils sont confrontés ou qui les concernent au quotidien. Ceci étend leur accès aux connaissances et les aide à développer des outils pour la jeunesse: les équipements de recherche et l'acquisition des connaissances qui en résultent les font gagner en autonomie. Par après, ils utilisent ces recherches comme des outils d'apprentissage, de sensibilisation en vue d'intervenir dans leur communauté, et comme un outil de transformation de l'individualité, de la communauté et de la ville. Ensemble et munis de leurs données de recherche, ils établissent, élaborent, sensibilisent, disséminent et mettent en œuvre des changements dans leur

communauté, on parle de méthode recherches-action.

Les Barefoot Researchers (BR) prennent la ville comme un laboratoire d'apprentissage qui sert à élaborer de nouvelles connaissances sans l'intermédiaire d'une structure formelle d'apprentissage qui tendrait autrement à mettre une distance entre eux et chaque contexte. Dans ce processus, les jeunes sont exposés à des hiérarchies existantes et aux diversités sociales, culturelles et économiques du monde, différences qui caractérisent les chercheurs/les apprenants ; cela permet de mieux réfléchir sur soi-même, de remettre en question la sagesse prédominante, d'avancer des arguments sur leur futur et de trouver des solutions aux problèmes pour l'avenir de leurs villes. Jusqu'ici, PUKAR a formé plus de 3 000 Barefoot Researchers et a publié 2 livres issus des projets de recherche des Barefoot Researchers. Ces recherches et les engagements en matière d'actions se sont répandus à plus de 300 communautés de la ville de Bombai et de ses banlieues. Ces dernières années, les domaines de recherches concernent surtout les thèmes de l'égalité des sexes et de la sexualité dans la sphère publique, les effets du développement-redéveloppement sur la vie des citoyens, le bilan des réformes d'enseignement et leur mise en œuvre, et la gouvernance dans les villes.

Les ODD et le DPJ

Ne pas traiter maintenant les problèmes que les jeunes rencontrent peut avoir demain des conséquences économiques, sociales et politiques néfastes. Par conséquent, la jeunesse demeurerait un segment important de la société, dans la mesure où les politiques visant à développer les opportunités pour les jeunes ainsi que l'exploitation de leur potentiel transformateur sont exploitées dans le but-même d'atteindre les ODD.

Le programme de développement pour l'après-2015 visant à transformer le monde en mettant fin à la pauvreté, en améliorant la santé et l'éducation, en créant des villes plus durables, en combattant le changement climatique et en protégeant les océans et les forêts, est impossible sans un engagement actif de la part des jeunes dans tous les objectifs et les cibles des ODD. Dans un tel scénario, la jeunesse est la cible des transformations, aussi bien que le vecteur de ces transformations. Il faut faire en sorte de mieux répondre à leurs besoins à travers des politiques et des mécanismes institutionnels plus forts, notamment des politiques (de développement) nationales fonctionnelles consacrées aux jeunes. Leur accès aux ressources et aux opportunités peut créer un environnement dans lequel ils partagent les fruits de la croissance économique et mènent une vie saine et digne. La Région Asie du Sud du CIAS a uni ses efforts à ceux de la Fondation Head Held High dans le cadre d'un travail de collaboration destiné à mettre un terme à la pauvreté et ce, par le biais d'une action collective des organisations de la société civile, des entreprises publiques, des institutions académiques et des militants sociaux : elles ont ainsi initié l'AMCP - Action mondiale contre la pauvreté (en anglais : GAP, Global Action on Poverty). La plupart des initiateurs associés à l'AMCP sont de jeunes adultes qui rêvent d'intervenir à petite échelle ou de mettre en place des interventions afin de répondre à certaines préoccupations fondamentales liées à la pauvreté dans l'environnement immédiat de ces initiateurs. Ces mouvements et ces actions organisées dont l'objectif est de mettre la jeunesse à la tête des actions qui permettront de traiter la pauvreté sont aussi importants que les initiatives politiques indispensables à la réalisation de cet objectif.



Encadré 4 : Action mondiale contre la pauvreté (AMCP ou GAP)

L'AMCP est un mouvement visant à éradiquer la pauvreté au niveau mondial par la pensée et l'action. Traiter la pauvreté de manière efficace est un défi pour de nombreuses nations. L'exclusion et les inégalités sociales émanant des dimensions diverses des domaines social, économique et politique de la vie a fait de la pauvreté un phénomène complexe aux facettes multiples et nécessitant par conséquent une approche nuancée pour l'aborder. Si, malgré divers programmes d'éradication de la pauvreté, une démarche orientée sur l'Etat pour éliminer la pauvreté n'a eu que des résultats limités et non durables à travers le monde, les initiatives ponctuelles localement n'offrent pas non plus l'échelle et l'envergure souhaitées pour améliorer de façon significative les conditions favorisant la pauvreté. L'Action mondiale contre la pauvreté (AMCP ou GAP) est une initiative visant à inciter la société civile, les entreprises et les institutions académiques à élaborer, développer et diffuser des idées permettant d'éradiquer la pauvreté avec la motivation nécessaire. Il y a fort à parier que des changements d'une valeur énorme pourraient voir le jour si l'on rassemblait les acteurs potentiels du changement, dont la plupart sont de jeunes adultes qui ont réalisé et fait l'expérience de ces initiatives ponctuelles, et si on leur donnait le soutien nécessaire pour convertir leurs idées en initiatives durables permettant de réduire la

pauvreté et ses manifestations, et si on les aidait à développer ces initiatives pour toucher des sections encore plus larges de la société. Les sommets annuels de l'AMCP permettent aux acteurs du changement de rentrer en contact avec des catalyseurs, des mentors et des organismes de financement potentiels qui les aideront à concrétiser leurs idées en actions. Les sommets offrent également la possibilité de créer des modèles efficaces disponibles à travers le monde dans des contextes similaires ou équivalents, on évite ainsi de devoir réinventer la roue et le processus d'éradication de la pauvreté s'en trouve accéléré.

L'AMCP 2015 a rassemblé 100 acteurs du changement (ceux qui travaillent sur le terrain à divers aspects de l'éradication de la pauvreté) et environ 70 catalyseurs (personnes et organisations soutenant les acteurs du changement avec des ressources, des contacts, des fonds et des conseils). Ils ont reçu les conseils d'éminentes personnalités du domaine du développement et des changements sociaux, notamment du Professeur Mohammad Yunus, Prix Nobel, de la militante sociale Aruna Roy, de l'académicien Jean Dreze, etc., qui sont des mentors de l'AMCP. L'AMCP 2016 a réuni une fois de plus plusieurs jeunes acteurs du changement ; ce fut l'occasion pour chacun de ces acteurs du changement de finaliser des plans concrets d'action et de développer les ressources et soutiens nécessaires en matière de connaissances.

Conclusion

La discussion ci-dessus met en évidence l'importance d'exploiter le potentiel transformateur des jeunes dans le but de réaliser les Objectifs de développement durable (ODD). Le rôle de la jeunesse est analysé sous l'angle du développement positif des jeunes (DPJ) et s'explique à la lumière des exemples présentés ici. Les universitaires qui se penchent sur la question du développement positif des jeunes considèrent

que tous les jeunes ont le potentiel de contribuer à des changements positifs en matière de développement, et perçoivent la jeunesse comme une ressource à développer et non comme un facteur de problèmes. Par conséquent, le DPJ correspond à une conception du développement qui repose sur les forces du développement et non à une approche se réduisant à ses déficiences^{xi}. Les chercheurs suggèrent que la jeunesse est plus susceptible de connaître un DPJ si des programmes organisés intègrent des possibilités en termes d'engagement communautaire, d'activités de formation professionnelle, de reconnaissance personnelle et de relations positives avec les adultes^{xii}. Ainsi, en adoptant le DPJ comme une approche pour rendre les contributions de la jeunesse profitables aux Objectifs de développement durable, des stratégies spécifiques et des mécanismes institutionnels orientés vers une concrétisation du DPJ gagnent en importance. Quelques exemples présentés ici apportent des indications afin d'orienter pensées, analyses et actions de sorte à impliquer la jeunesse de manière productive dans le développement, les changements et les transformations sociales.

1. PUKAR est un collectif indépendant de recherches et un centre de production de connaissances relatives aux villes, basé à Bombai en Inde, qui mènent des recherches participatives interdisciplinaires, multisectorielles et fondées sur la communauté. Les recherches portent sur des questions relatives à l'urbanisation et à la mondialisation.

Références

¹ Mokewna 1998 et White 1997, cités dans Ginwright, S., & Cammarota, J. (2002). *New Terrain of Youth Development: The Promise of the Social Justice Approach*. *Social Justice*, 82-95.

ii Ginwright, S. (2006). *Racial Justice through Resistance: Important Dimensions of Youth Development for African Americans*. *National Civic Review*, 41-46.

iii Ginwright, S., & Cammarota, J. (2002). *New Terrain of Youth Development: The Promise of the Social Justice Approach*. *Social Justice*, 82-95.

iv Rustam, M. A. (2004). *Youth and Globalism: A Perspective*. Malacca: World Assembly of Youth.

v Banque Mondiale. (2007). *Rapport sur le développement mondial: le développement et la nouvelle génération*. Washington: Banque mondiale.

vi Etra, A. (2010). *Youth Development through Civic Engagement: Mapping Assets in South Asia*. Washington: Innovations in Civic Participation.

vii Etra, A. (2010). *Youth Development through Civic Engagement: Mapping Assets in South Asia*. Washington: Innovations in Civic Participation.

viii Ginwright, S. (2006). *Racial Justice through Resistance: Important Dimensions of Youth Development for African Americans*. *National Civic Review*, 41-46.

ix Ginwright, S. (2006). *Racial Justice through Resistance: Important Dimensions of Youth Development for African Americans*. *National Civic Review*, 41-46.

x Ginwright, S. (2006). *Racial Justice through Resistance: Important Dimensions of Youth Development for African Americans*. *National Civic Review*, 41-46.

xi Lerner, R. M. (2005). *Promoting Positive Youth Development: Theoretical and Empirical Bases*. Massachusetts: Tufts University.

xii Roth, J. L., & Brooks-Gunn, J. (2003). *Youth Development Programmes and Healthy Development*. In D. Romer, *Reducing Adolescent Risk: Toward an Integrated Approach* (pp. 355-365). Thousand Oaks: Sage.

Sécuriser un revenu minimal : un projet innovant en Inde

Tout récemment, l'Etat indien de Madhya Pradesh (MP) était le site d'une expérience remarquable et innovante : tester le potentiel des transferts de liquidités inconditionnelles dans le but de traiter les vulnérabilités rencontrées par les personnes à bas revenus. Afin de trouver des preuves crédibles et d'estimer le potentiel du projet, l'UNICEF et l'Association des femmes indépendantes (SEWA) ont réuni leurs efforts afin d'établir un projet pilote dont la priorité est les « revenus minimums » des plus pauvres vivant dans les régions rurales de l'Etat mentionné précédemment. La prémisse principale de la conception du pilote – qui n'imposait aucune condition – était que le revenu minimum soit payé chaque mois à tous les individus du village. Pendant une période allant de 12 à 17 mois, plus de 6 000 individus ont reçu chaque mois des transferts de liquidités inconditionnelles (« revenu minimum »). Alors que plusieurs pays considèrent les régimes universels de revenu minimum comme une option politique, en particulier les pays à haut développement comme la Suisse, c'était la première fois que ce dispositif était explicitement testé en situation réelle pour les villages tribaux et les villages généraux qui sont très marginalisés en Inde.

Les conclusions majeures du projet démontrent une amélioration des conditions standard de vie dans les villages respectifs, à commencer par les sanitaires et l'accès à l'eau potable. Bien plus pauvres que les villages généraux, les villages tribaux participant au projet ont enregistré des augmentations significatives dans la possession des biens du ménage, en particulier dans le cas de ceux pour qui l'argent a plus de valeur que le confort. Le

niveau de suffisance alimentaire a également augmenté. Les paiements de revenus minimums ont permis de réagir plus rationnellement à la maladie, par une médication plus régulière et par un choix plus avisé dans le type de services de santé auxquels recourir (bien que la période des pilotes fût trop courte pour pouvoir observer un quelconque effet à long terme sur la santé).

La perception du revenu minimum a également entraîné une augmentation des dépenses scolaires pour ce qui est des fournitures nécessaires comme les livres, chaussures et uniformes, et a eu un impact sur les taux d'inscription, en particulier celui des filles.

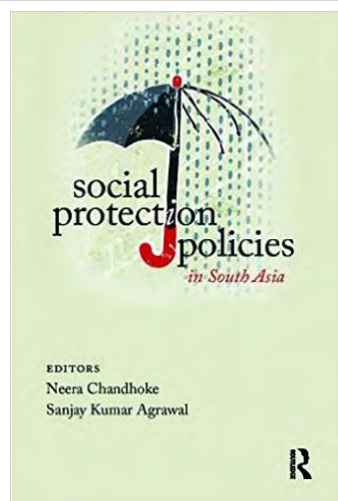
L'une des conclusions les plus importantes portait sur la croissance du travail productif à la fois dans les villages tribaux et généraux, qui connaît une augmentation soutenue. Le projet a également eu un impact significatif sur la parité hommes-femmes, et a entraîné un ajustement plus équitable des prises de décisions au sein du foyer : les femmes ont ainsi gagné le droit de s'exprimer quant à la perception de leur revenu minimum et développent leur degré d'autonomie.

Comme l'ont confirmé les résultats de l'étude quantitative combinée aux études de cas qualitatives et les discussions du groupe de réflexion analysées dans le livre, les paiements de revenus minimum inconditionnels sont des outils importants pour la protection sociale, les allocations étant souvent interdépendantes, ce qui, pour reprendre les mots des auteurs de l'étude, a eu « un réel effet d'émancipation sur les ménages ».

Pour de plus amples détails, consulter : <http://sewabharat.org/resources/report-on-unconditional-cash-transfers/>

Ressources et liens utiles : les trouvailles du mois

Politiques de protection sociale en Asie du Sud



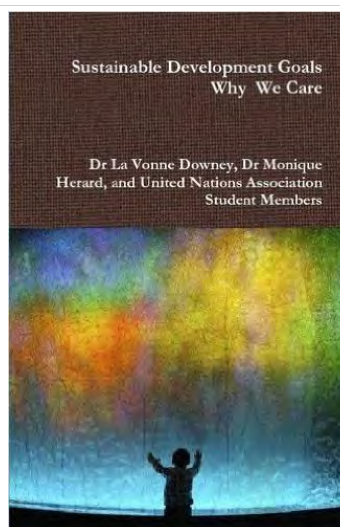
Neera Chandhoke, Sanjay Kumar Agrawal, Taylor & Francis Group, 2016

Ce livre propose une analyse comparative des mesures politiques en matière de protection sociale, appliquées dans cinq pays d'Asie du Sud- Inde, Sri Lanka, Pakistan,

Népal et Bangladesh- où les transformations économiques amenées par la mondialisation et la libéralisation ont, d'un côté, causé une expansion sans précédent du secteur informel, et de l'autre, augmenté les vulnérabilités des travailleurs informels. La publication examine les multiples vulnérabilités des travailleurs qui continuent de travailler et de vivre dans des conditions atroces, subissant des coupes budgétaires permanentes pour ce qui est de leur sécurité sociale.

Ce livre intéressera particulièrement les universitaires, étudiants et chercheurs en études sur le développement, économie, politique et droit du travail. Il est également susceptible d'intéresser les personnes travaillant dans des organisations du secteur bénévole, des organisations non-gouvernementales, des décideurs politiques, des journalistes et des groupes de réflexion.

Les Objectifs de développement durable: en quoi sont-ils importants pour nous ?



Par le Dr. LaVonne Downey, Mary Lorraine Andoh, Kenia Marreros, Sharon Darrow, Monique Herard, Rachel Dalton, David Combs, Amanda Hong, Yamna Oussir, Oras Azeez, Derrick Griffin, Mitchell Cunningham, AJDM Publishing, Chicago IL, 2016

Histoire et explications des Objectifs de développement durable des Nations Unies et leur importance.

Rédacteur de la newsletter :
Sergei Zelenev, Directeur exécutif
E-mail: szelenev@icsw.org,

Adresse :
ICSW, 5700 Arlington Ave., Bronx, New York, 10471 (Bureau de New-York)
Téléphone: +1 347-526- 4893,
icsw@icsw.org
Site web : www.icsw.org;

Traduction française: Ohrem Stéphanie